

**Arrêté temporaire n°2024 - 230
Portant réglementation de la circulation**

RUE DU BOURRET,

Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10,

VU l'arrêté municipal 2021-451 portant délégation de signature à M. Marc ROUVIER en date 11 août 2021,

VU la demande en date du 02/04/2024 émise par Bouygues E&S demeurant TSA 70011 - CHEZ SOGELINK 69134 représentée par Ahmed MESSAR aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

CONSIDÉRANT que des travaux RACCAORDEMENT ENEDIS rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 20/05/2024 au 24/05/2024 RUE DU BOURRET,

ARRÊTE

Article 1

À compter du 20/05/2024 et jusqu'au 24/05/2024, :

- à l'intersection de l'ALLEE DE LA POSTE et de la RUE DU BOURRET
- RUE DU BOURRET,

un rétrécissement de chaussée, compte tenu de la réalisation des travaux en bordure de voie, entraîne une modification des conditions de circulation et de stationnement. Les emplacements de stationnement situés au droit de l'empiètement sont neutralisés. La voie sera maintenue sur une largeur de 3 mètres.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, Bouygues E&S.

Article 3

M. le Directeur Général des Services de la Mairie, M. le Commandant la Brigade de Gendarmerie de Marseillan, M. le Chef de la Police Municipale et les agents placés sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseillan, le 11/04/2024

Pour le Maire,

1er adjoint au Maire



Marc ROUVIER

DIFFUSION:

- Bouygues E&S

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.